

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ZAC de Bourran  
9 Rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Albi, le 11/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **SAS FRANCOIS INDUSTRIE**

109 avenue de Rodez  
BP 7  
12450 LA PRIMAUBE

Références : 12-CARMIN-2024-09  
Code AIOT : 0006800187

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement SAS FRANCOIS INDUSTRIE implanté La Cordenade, La Cau et La Cabro RN 140 12330 Salles-la-Source. L'inspection a été annoncée le 31/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS FRANCOIS INDUSTRIE
- La Cordenade, La Cau et La Cabro RN 140 12330 Salles-la-Source
- Code AIOT : 0006800187
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation visitée est une carrière de calcaire autorisée par arrêté préfectoral de 2013 à extraire au maximum 400 000 tonnes annuellement.

## Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	RNTDS	Autre du 01/04/2021, article R.541-43-II	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 17-3	Sans objet
2	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas décelé de non-conformités majeures. Il est néanmoins demandé à l'exploitant d'engager une réflexion sur la traçabilité des déchets inertes provenant des dépôts des "petits" artisans.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 17-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.[...]</p> <p>L'exploitant poursuit sur la carrière l'accueil de matériaux inertes,provenant des usines du groupe,d'entreprises de travaux publics et artisans du bâtiment.</p> <p>Le volume apporté est de 40000m³/an au maximum. Ces matériaux sont utilisés pour la remise en état des terrains en complément des stériles du gisement et des stériles issue de l'activité de traitement des matériaux.</p> <p>Lorsque le remblayage est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements,matériaux de démolition...) ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.</p> <p>Les caractéristiques des matériaux autorisés pour le remblayage figurent en Annexe 8 du présent arrêté.</p> <p>Ne sont acceptés que des matériaux inertes et sont interdits pour le remblayage les matériaux putrescibles(bois, papier, cartons,déchets verts,etc.),les matières plastiques,les métaux,le plâtre[pourront seuls être utilisés les déchets de démolition contenant une faible quantité de plâtre sur un support inerte (en stuc, en enduit....), en mélange avec ce support].</p> <p>Les matériaux qui pourraient être valorisés (bétons, enrobés routiers) doivent également être écartés lorsqu'il existe des possibilités de recyclage. L'exploitant rappelle aux fournisseurs</p>

(producteurs, intermédiaires) de matériaux destinés au remblayage,leur responsabilité quant à la conformité des produits.

Pour les déchets demandant une confirmation du caractère inerte, l'exploitant demande au producteur de fournir les documents(résultats de test de lixiviation....)justifiant du caractère inerte des déchets et conservera ses justificatifs.Les matériaux extérieurs et notamment ceux de démolition ne peuvent être utilisés qu'après un tri rigoureux à l'amont.Les matériaux ne doivent pas être bennés directement en fond de fouille. Avant enfouissement, ils subissent un examen visuel et un tri qui permettent de déceler les éléments indésirables (bidons, fûts, ferrailles....). L'exploitant est tenu de refuser les déchets non inertes. Cependant une benne pour la récupération des refus est présente sur le site pour le stocker provisoirement en quantité limitée. L'exploitant est alors tenu de prendre sans délai les dispositions nécessaires à leur évacuation compte tenu de leur nature.Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriées la provenance,les quantités,les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. [...]Une procédure portant sur le contrôle et la gestion des déchets inertes est établie et tenue à disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### **Constats :**

Les déchets inertes admis sur le site font l'objet d'une demande d'acceptation préalable (DAP) en amont. Cette DAP contient les éléments de traçabilité relative au déchet inerte admis.

Les registres consultés de 2022 et 2023 indiquent respectivement une quantité de 39 805 T et 38 454 T de déchets inertes admis.

Un double contrôle visuel est assuré par l'exploitant (par caméra à l'entrée du site) et par le personnel de conduite du chargeur au déchargement.

Les déchets sont déchargés et contrôlés avant remblaiement.

L'exploitant dispose de bennes permettant le tri d'éventuels déchets valorisables.

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de déchets interdits dans la partie de la carrière faisant actuellement l'objet de remise en état.

L'exploitant dispose d'un plan topographique permettant de localiser les différentes zones de remblayage et correspondant aux données du registre du registre.

L'exploitant a établi une procédure décrivant chaque étape du processus de réception des déchets inertes externes admis pour remblayage.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de travailler avec les "petits"artisans sur la traçabilité des déchets inertes apportés. Une précision quand à l'origine exacte du chantier est souhaitable. Actuellement, l'origine initiale correspond au dépôt des artisans qui accumulent une quantité nécessaire pour optimiser le transport vers la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 :** Registre d'admission

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'accusé d'acceptation des déchets ;</li> <li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li> <li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li> </ul> <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission des déchets inertes. Ce registre comprend l'ensemble des éléments demandés (date de réception, ticket de pesée, numéro de demande d'acceptation préalable, nom du producteur, SIRET, nom du transporteur, Adresse du transporteur, code déchet, libellé du déchet, résultat du contrôle visuel, quantité de déchets, zone de stockage, origine du déchet et le chantier).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : RNTDS

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/04/2021, article R.541-43-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre</p>

chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant, face à un problème informatique, n'a pu procéder au téléversement de son registre dans le RNDTS (registre national des déchets, terres excavées et sédiments).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de téléverser "manuellement" les données de son registre dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6mois